

Consultation publique de la CRE relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord et Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1er avril 2014

Réponse d'EDF

26 juin 2013

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

EDF partage le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz. Concernant la durée de quatre ans envisagée pour l'allocation des capacités Nord-Sud, EDF comprend que cette limitation résulte de la décision de la CRE de créer un PEG Nord-Sud unique en 2018 au plus tard.

Cependant, EDF estime que **la visibilité ne se limite pas à la commercialisation de capacités pluriannuelles**. Comme indiqué à plusieurs reprises en Concertation, si EDF partage la volonté de la CRE de réconcilier le calendrier actuel des allocations avec celui défini par le code CAM, il semble que cet objectif pourrait tenir compte du besoin de visibilité exprimé par les expéditeurs en organisant l'allocation d'une partie des capacités disponibles pour la période octobre 2014 – septembre 2015 (GY14), dès octobre 2013. En effet, si cette allocation devait se tenir en mars 2014, elle serait trop tardive. Elle ferait en effet porter aux expéditeurs un risque de sécurisation de leurs portefeuilles et limiterait leur capacité à proposer aux clients du Sud, les offres correspondant à leurs besoins (cf. question 6).

De plus, EDF considère que le besoin de visibilité consiste également à garantir une certaine transparence aux acteurs du marché sur les mécanismes d'allocation qui seront appliqués dans les prochaines années ainsi que sur les niveaux de capacités qui seront proposés à l'avenir. A ce titre, EDF estime que la future délibération de la CRE devra :

- Se prononcer sur l'opportunité ou non de réserver 10% de la capacité pour le court terme à partir du 1^{er} octobre 2015 ;
- Comporter un tableau (au moins à titre indicatif) des volumes de capacités qui seront commercialisées à chaque phase d'enchères au cours des 4 prochaines années.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

Comme exprimé en Concertation Gaz, **EDF est, sur le principe, favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme d'enchères** pour l'allocation des capacités à la liaison Nord-Sud.

Toutefois, pour la période dite de recalage, d'avril 2014 à septembre 2014 (correspondant à la transition entre, un mécanisme d'allocation des capacités sur des périodes d'avril à mars et, un mécanisme d'enchère de capacités sur des périodes d'octobre à septembre), la prolongation, pour 6 mois uniquement, de la méthode d'allocation au prorata des engagements utilisée en 2012¹, serait acceptable à condition que cela soit sans aucune modification des règles.

¹ « Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 15 novembre 2012 portant décision relative aux règles de commercialisation des capacités de transport à la liaison entre les zones Nord et Sud de GRTgaz ».

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

Comme indiqué précédemment, EDF est favorable à la mise en œuvre des enchères.

EDF est favorable au calendrier proposé mais tient à souligner son désaccord sur l'évolution proposée du facteur de développement :

1. La proposition de prolonger l'application du mécanisme 2012 à la période de recalage n'a de sens que si les **règles utilisées restent inchangées**.
2. La hausse des engagements est à considérer sur une période de 6 mois (été 2014) et non d'un an comme lors de l'OSP 2012. Précédemment, on considérait que les engagements pouvaient augmenter de 20% en une année ce qui, rapporté à une période de 6 mois, représenterait une hausse d'environ 10%. **Ainsi l'application stricte des règles de 2012 conduit à diminuer le facteur de développement et non à l'augmenter**
3. EDF considère que l'utilisation d'un facteur de développement de 1,3 n'est pas réaliste. En effet, un tel facteur conduirait à sur-dimensionner les engagements réels des fournisseurs et à entraîner un **écart par rapport à l'objectif initial d'allocation au prorata des engagements**.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

EDF est favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme d'enchères pour les raisons suivantes :

1. Economiquement, il s'agit du mécanisme le plus efficace pour allouer un bien rare. Toutefois, faire cohabiter ce mécanisme avec un autre mécanisme d'allocation aurait pour effet néfaste de biaiser le résultat des enchères.
2. Ce mécanisme permet l'émergence d'un prix qui peut orienter le marché secondaire de la capacité N-S et peut-être le développer.
3. Ce mécanisme permet de mettre en lumière l'existence d'une rente de congestion.

En conséquence, **EDF est opposé à la cohabitation de deux systèmes d'allocation** avec une phase 1 permettant une allocation au tarif et une phase 2 aux enchères :

1. Il résulte de cette cohabitation, l'existence de deux prix différents de la capacité, permettant à certains acteurs d'acquérir un bien rare à un prix différent de celui issu des enchères et artificiellement bas. Le mécanisme est alors inefficace et c'est l'économie d'ensemble du système qui est perturbée.
2. Il résulte de ce double mécanisme que des acteurs vont bénéficier à la fois de la phase 1 en obtenant de la capacité à prix plancher et de l'éventuel reversement des excédents de recettes d'enchères.
3. Si le volume proposé en phase 1 correspond à 20% du total proposé pour GY14, il représente 45% du total proposé à la vente au marché en 2014 pour les années à partir de la GY16. EDF considère que 45% de la capacité exclu du mécanisme d'enchères représente un écart au principe même des enchères.

La cohabitation des deux phases est d'autant plus inacceptable que les deux phases sont exclusives. Seule une non-exclusivité des deux phases pourrait minimiser les distorsions provenant de la cohabitation des deux systèmes.

Concernant la commercialisation progressive de la capacité proposée par la CRE, EDF est favorable à cette règle ainsi qu'aux taux proposés (100%, 50%, 25%, 25%).

EDF estime, d'ailleurs, que ces taux devraient également être appliqués à la phase 1, ce qui conduirait à allouer à la phase 1 : 23GWh pour GY14 puis 11,5 GWh pour GY15 et enfin 5,75 GWh pour GY16 et GY17.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

EDF n'est pas opposé à la règle de limitation des demandes individuelles proposée par la CRE.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Comme explicité à de nombreuses reprises en Concertation Gaz, **EDF souhaite une commercialisation au plus tôt des capacités pour des raisons de visibilité et de sécurisation de son portefeuille**. En effet, EDF considère qu'une commercialisation en mars 2014 des capacités disponibles à compter du 1^{er} octobre 2014 est trop tardive pour lui permettre de sécuriser l'approvisionnement de son portefeuille dans la zone Sud, lui faisant ainsi porter un risque trop important. De plus, EDF tient à souligner que les clients sollicitent des offres des fournisseurs relativement à l'avance. En ne permettant aux expéditeurs de sécuriser de la capacité à la liaison Nord-Sud que 6 mois à l'avance, le mécanisme proposé à consultation publique pourrait avoir un impact négatif sur la concurrence.

EDF comprend que le mécanisme d'enchères défini par le code CAM induit une allocation en mars de chaque année. Cependant, pour l'initialisation du mécanisme d'enchères, nous considérons que doivent être traités séparément (i) l'enchère annuelle de mars 2014 et (ii) le rattrapage de ce qui aurait pu être mis aux enchères en mars 2013 et précédemment. Nous proposons, par conséquent, la mise en œuvre d'enchères de rattrapage au plus tôt, à savoir en octobre 2013.

EDF propose donc d'organiser en octobre 2013 une phase d'enchère équivalente à ce qui aurait pu être organisé en mars 2013 si le mécanisme d'allocation pluriannuelle progressive avait été introduit à cette date là. Ainsi, lors de cette enchère 50% de GY14 et 25% de GY15 seraient commercialisés, le complément étant proposé en mars 2014 (pour GY 14 et GY 15) et en mars 2015 (pour GY 15).

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en œuvre la proposition d'Elengy ?

EDF partage l'analyse de la CRE quant aux **multiples inconvénients** présentés par les propositions d'Elengy et de GRTgaz.

De plus, EDF estime que ces propositions doivent être analysées au sein de la Concertation Gaz dans le cadre plus large des discussions relatives à la fusion des zones et notamment de la définition des outils contractuels qui viendront compléter les investissements décidés pour permettre la création du PEG France. Ces analyses devront notamment interroger la pertinence économique et l'efficacité de ces propositions pour régler le problème de congestion de la liaison Nord/Sud.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Sur le principe, EDF n'est pas opposé à la mise en œuvre d'enchères conformes au code CAM pour la commercialisation des capacités Sud vers Nord.

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?

EDF n'est pas favorable à la réservation de capacités (fermes ou interruptibles) dédiées au couplage de marché. Au vu des différents retours d'expérience effectués par GRTgaz, il semble en effet qu'en cas de congestion de la liaison, de nombreuses distorsions du mécanisme apparaissent. De plus, du fait de cette situation de tension, il ne semble pas opportun de retirer des capacités du mécanisme standard d'allocation.

Ainsi, EDF considère que ce mécanisme de couplage devrait fonctionner uniquement avec les capacités invendues ou avec des capacités qui seraient rendues disponibles en J-1.

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?

EDF est favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi et considère qu'elles permettent une articulation cohérente avec les allocations Nord-Sud. Pour EDF, la perspective de la création du PEG Grand Sud et l'absence de congestion au PIR Midi justifient le maintien d'une allocation au *pro rata* afin notamment d'éviter des développements SI inutiles.

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Biriadou ?

EDF n'a pas de remarques à apporter.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

EDF partage l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP. En effet, une redistribution indifférenciée sur les zones Nord et Sud (qui résulterait d'un reversement des excédents de recettes au CRCP) donne le mauvais signal économique et *in fine* pourrait nuire fortement à l'attractivité de la zone Sud.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

EDF partage l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères dans un compte régulé de financement des investissements.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

EDF est favorable à une redistribution, sur une base annuelle, des excédents de recette à la liaison Nord-Sud aux expéditeurs livrant des consommateurs au Sud de la France (GRTgaz Sud et TIGF).

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Concernant l'assiette de redistribution (*prorata* des capacités ou *prorata* du volume), **EDF est favorable à une répartition proportionnelle aux capacités** dans la mesure où le besoin de capacité Nord-Sud dépend des capacités avals souscrites (cf. méthode de calcul des besoins de l'OSP 2012).

Une fois l'assiette de redistribution de la rente de congestion déterminée, il est nécessaire de s'intéresser aux modalités du reversement (baisse des termes tarifaires ou rabais sur la facture). EDF considère que le mécanisme retenu pourrait s'inspirer de ce qui existe actuellement pour la neutralité financière de l'équilibrage à savoir un **reversement sur la facture de l'expéditeur fondé sur les capacités avals souscrites**. Pour les expéditeurs, l'impact sur la facture d'acheminement des deux modalités de reversement est identique. EDF estime, toutefois, que **le rabais sur facture devrait être la modalité de reversement retenue**, notamment pour les raisons suivantes :

1. Le rabais sur facture représente une solution souple, simple à mettre en œuvre et sans impact pour les systèmes d'informations des expéditeurs et des transporteurs. De plus, cette solution permet de ne pas attendre la création du PEG commun SUD (GRTgaz Sud + TIGF) pour faire bénéficier les clients de la zone TIGF de la redistribution de la rente de congestion (cf. question 16).
2. *A contrario*, la baisse des termes tarifaires nécessite une évolution lourde de la structure tarifaire du transport et complexifie inutilement le système. En effet, les termes actuels TCR, TCL et TCS seront remplacés par TCR_Nord, TCR_Sud, TCL_Nord, TCL_Sud, TCS_Nord et TCS_Sud.
3. La baisse tarifaire n'est possible que lorsque le résultat de l'enchère est inférieur à un certain niveau. En effet, un résultat d'enchère trop élevé pourrait conduire à la mise en œuvre d'un tarif négatif pour les capacités aval, ce qui ne semble pas envisageable.
4. L'utilisation des termes tarifaires pour redistribuer une rente annuelle s'accompagne d'une évolution des tarifs transport au 1^{er} octobre en plus de la mise à jour habituelle du 1^{er} avril. Ainsi le tarif acheminement aval évoluera tous les 6 mois, ce qui est contraire au besoin de stabilité recherché lors de l'établissement des Tarifs transport.
5. Du point de vue des expéditeurs, un tel changement de la structure du tarif d'acheminement implique des changements importants et coûteux en matière de SI pour l'ensemble des acteurs (outils de costing et de facturation notamment) et pourrait avoir des impacts négatifs en matière de gestion contractuelle avec les clients.
6. Cette complexification semble d'autant moins nécessaire que ces évolutions disparaîtront avec la fusion des zones. On peut donc s'interroger sur l'opportunité de réaliser un changement de structure du Tarif pour répondre à un sujet conjoncturel de 3 ou 4 ans maximum.

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?

EDF est favorable à un reversement des excédents de recettes sur la zone Grand Sud (GRTgaz Sud + TIGF). L'objectif est bien de redistribuer la rente de congestion aux consommateurs impactés par la liaison Nord-Sud et à ce titre il n'y a pas de distinction à faire entre la zone Sud de GRTgaz et la zone TIGF.

EDF comprend que le traitement différencié entre TIGF et GRTgaz Sud, prévu jusqu'à la création de la zone Grand Sud, est la conséquence de la proposition de la CRE d'opter pour une redistribution de la rente de congestion par l'intermédiaire d'une baisse des termes tarifaires. Or, **cette contrainte pourrait être aisément levée si la redistribution des excédents de recettes d'enchères se faisait par un rabais sur facture** (cf. question 15).

En effet, la distribution de la rente pourrait alors se dérouler en 2 étapes :

1. La répartition : à effectuer au *prorata* des capacités aval détenues sur les zones GRTgaz Sud et TIGF (cela ne nécessite qu'un transfert d'information) ;
2. Le reversement : réalisé par GRTgaz *via* un rabais sur les factures des expéditeurs.

Cette solution permet :

1. De considérer de la même manière un client TIGF et GRTgaz Sud ;
2. De ne pas faire l'objet de travaux ultérieurs pour définir les modalités de gestion lors de la mise en place du PEG Grand Sud ;
3. De ne pas modifier la structure du Tarif aval
4. De mettre en place cette solution dès maintenant.

ooOoo